

Arrêté n° 2017 - 00084 /MDENP/CAB portant
création, attributions, composition, organisation
et fonctionnement d'une cellule d'analyse des
revendications des syndicats du secteur de
l'économie numérique et des postes

LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT DE
L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET DES POSTES

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier
Ministre ;

Vu le Décret n° 2017-0075/PRES/PM du 20 février 2017 portant remaniement du
Gouvernement ;

Vu le Décret n° 2017-148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017 portant attributions des
membres du gouvernement ;

Vu le Décret n° 2016-0027/PRES/PM/SGG-CM du 23 février 2016 portant organisation-
type des départements ministériels ;

Vu le Décret n° 2015-936/PRES-TRANS/PM/MDENP du 31 juillet 2015 portant
organisation du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des
Postes ;

ARRETE :

TITRE I : CREATION ET ATTRIBUTIONS

Article 1 : Il est créé au sein du Ministère en charge de l'économie numérique et des postes une cellule d'analyse des préoccupations des partenaires sociaux du département, ci-après désigné « Cellule d'analyse ». ✓

Article 2 : La cellule d'analyse a pour mission d'étudier et de suggérer des solutions aux préoccupations soumises au Ministère par les syndicats du secteur de l'économie numérique et des postes et de maintenir le dialogue avec ces derniers. A ce titre, elle est chargée :

- d'analyser les doléances et revendications des syndicats ; ✓
- de mener des concertations avec les différentes parties prenantes impliquées pour la recherche de réponses appropriées aux doléances ; ✓
- de soumettre les propositions de solutions aux crises à la hiérarchie ; ✓
- de suivre la mise en œuvre des accords conclus entre l'administration et les partenaires sociaux, par notamment la production de rapports périodiques ou à la demande et l'interpellation des structures administratives pour la mise en œuvre des points d'accords relevant de leurs compétences ; ✓
- de mener les négociations en temps de crise (grève, sit-in, etc.) à la demande du Ministre ; ✓
- d'exécuter toute autre mission qui pourrait lui être confiée par la hiérarchie dans le cadre du dialogue social. ✓

TITRE II : COMPOSITION

Article 3 : La Cellule d'analyse est composée comme suit :

- **Président :**
 - ✓ le Secrétaire général du Ministère en charge de l'économie numérique et des postes.
- **Vice-Président :**
 - ✓ le Directeur de cabinet du Ministère en charge de l'économie numérique et des postes. ✓
- **Rapporteurs :**
 - ✓ le Directeur des ressources humaines du Ministère en charge de l'économie numérique et des postes ; ✓
 - ✓ un (1) Chargé d'études du Secrétariat général du Ministère en charge de l'économie numérique et des postes ✓
- **Membres :**
 - ✓ deux (2) Conseillers techniques du Ministère en charge de l'économie numérique et des postes ; ✓
 - ✓ un (1) Chargé d'études du Secrétariat général du Ministère en charge de l'économie numérique et des postes ; ✓
 - ✓ trois (3) représentants de la Direction des ressources humaines du Ministère en charge de l'économie numérique et des postes ; ✓

TITRE III : FONCTIONNEMENT

Article 4 : La Cellule d'analyse se réunit en session ordinaire une fois par trimestre et en session extraordinaire chaque fois que de besoin sur convocation de son président. ✓

En cas d'empêchement du Président, le vice-président le remplace. ✓

Article 5 : La Cellule d'analyse peut mettre en place des sous-groupes de travail pour le traitement de questions ou tâches spécifiques.

Article 6 : La Cellule d'analyse peut faire appel, dans le cadre de ses travaux, à toute personne ressource dont les compétences sont jugées utiles à l'accomplissement de sa mission.

Article 7 : Les réunions de la Cellule donnent lieu à la production de comptes rendus qui sont adressés au Ministre par son président.

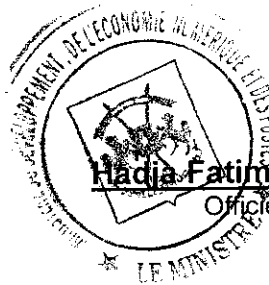
Article 8 : Compte tenu du caractère sensible des questions que la Cellule est amenée à connaître, ses membres sont tenus à un devoir de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance lors de travaux.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 9 : Les charges liées au fonctionnement de la Cellule sont supportées par le budget de l'Etat.

Article 10 : Le Secrétaire général du Ministère en charge de l'économie numérique et des postes est chargé de l'application du présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature et qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 29 DEC 2017



Hadjia Fatimata OUATTARA/SANON
Officier de l'Ordre National

Ampliations :

- CAB/MDENP
- SG/MDENP
- DCMEF/MDENP
- Toute structure du MDENP
- Intéressés
- Chrono